

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 11/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **EUROCAST**

8 rue des Parcs  
90100 Delle

Références : UID257090/SPR/WG/ST 2023 - 0607C  
Code AIOT : 0005901398

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement EUROCAST implanté 8 rue des Parcs BP 9 90100 Delle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROCAST
- 8 rue des Parcs BP 9 90100 Delle
- Code AIOT : 0005901398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société EUROCAST à DELLE fait partie du pôle EUROCAST de la branche « fonderie » du groupe GMD, un groupe français multi-sectoriel (plasturgie, fonderie, tôlerie et emboutissage) de sous-traitance automobile. Ses principaux clients sont PSA et Renault.

Cette société est spécialisée sur son site de DELLE dans la fabrication de grosses pièces en aluminium (carters d'huile, carters de boîte de vitesse, carters de pont, etc.) par fonderie sous pression, usinage et assemblage.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi de la mise en demeure du 7/09/218
- rejet air
- recyclage des eaux industrielles

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Arrêté de mise en demeure n°90-2018-09-07-001 du 7 septembre 2018	AP de Mise en Demeure du 18/09/2018, article 4	/	Sans objet
2	Arrêté de mise en demeure n°90-2018-09-07-001 du 7 septembre 2018	AP de Mise en Demeure du 18/09/2018, article 3	/	Sans objet
3	Rapport de mesure acoustique du 06 mars 2020	AP Complémentaire du 12/11/2018, article 6.2.2	/	Sans objet
4	Suites de l'inspection du 6 février 2020	AP Complémentaire du 12/11/2018, article 3.2.1	/	Sans objet
5	Suites de l'inspection du 6 février 2020	AP Complémentaire du 12/11/2018, article 3.2.6	/	Sans objet
6	Suites de l'inspection du 6 février 2020	AP Complémentaire du 12/11/2018, article 9.3.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats que :

- la mise en demeure du 7 septembre 2018 peut être levée;
- l'absence de transmission du rapport des mesures acoustiques faites en novembre 2022 et l'étude technico-économique relative aux recyclage des eaux résiduaires devant être remise avant le 31 décembre 2022.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Arrêté de mise en demeure n°90-2018-09-07-001 du 7 septembre 2018**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/09/2018, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 avril 2011 susvisé, et ce pour le 31/03/2019 : « Article 3.2.1 de l'arrêté du 19 avril 2011 : Conditions de rejets – dispositions générales [...] Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées »
<b>Constats :</b> Les rapports de mesures à l'émission en possession de l'inspection au titre de l'année 2022 concerne les installations suivantes : four fusion Stricko 2 et Botta, presse de moulage aluminium, Presse de Moulage 1800 et Grenailleuse Turbotecnica. Toutes les sections de prélèvement de ces installations disposent d'un point de prélèvement conforme aux normes en vigueur. La mise en demeure peut être levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Arrêté de mise en demeure n°90-2018-09-07-001 du 7 septembre 2018**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/09/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R. 181-21 à R.181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45.» Cette disposition, fait suite au constat de non-conformité suivant : « Non-Conformité n° 4 : Le fait pour l'exploitant de ne pas respecter les dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, concernant les modifications apportées par l'exploitant à l'exploitation de sa station de pré-traitement des rejets aqueux industriels du site, constitue une non-conformité. »
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 08 juillet 2021, il a été constaté que les éléments apportés sur les modifications intervenues sur les installations de traitement des effluents permettent de lever la mise en demeure au niveau de l'article 3. Pour autant, le rapport référencé 2021-0831A et relatif à cette même visite fait apparaître une observation sur le fait qu'il appartient à l'exploitant de vérifier que les modifications qu'il a opérées sur son étape de coagulation/floculation, ne sont pas à l'origine d'émission en excès de réactifs utilisés pour cette étape du traitement de ses eaux industrielles. Il a également précisé que l'exploitant prévoit de remplacer l'intégralité de son

<p>système de pré-traitement existant et que, si cette solution est retenue, il appartiendra à l'exploitant de déposer un dossier de notification des modifications des conditions d'exploiter afin que son projet soit étudié et acté au besoin dans les formes prévues par l'article R.181-46 du Code de l'environnement.</p> <p>Lors de l'inspection du 22/11/2022, l'exploitant a indiqué qu'une étude est en cours pour le traitement des eaux industrielles. Le traitement pressenti serait basé sur l'évapo-concentration permettant ainsi un recyclage des eaux industrielles.</p> <p>Il convient de préciser que l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/04/2022 prévoit à l'article 4.1.5.1, la remise avant le 31 décembre 2022, d'une étude technico-économique sur les possibilités de recycler les eaux résiduelles issues de ses installations.</p> <p>Cette proposition doit également permettre de répondre aux compléments portant sur l'étude sanitaire et présentés en annexe 2 du rapport d'inspection référencé 2021-0831A.</p> <p>A ce jour l'exploitant n'a transmis aucune étude.</p>
<b>Type de suites proposées : Susceptible de suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

**N° 3 : Rapport de mesure acoustique du 06 mars 2020**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2018, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Impacts sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'application de l'Instruction Technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 précité, les niveaux limites admissibles en limite de propriété sont fixés comme suit :</p> <p>Ensemble de l'usine sauf secteur Nord Ouest (proximité bâtiment mécanique)</p> <p>Secteur Nord Ouest (proximité bâtiment mécanique)</p> <p>Période de jour, pour les jours ouvrables</p> <p>7 heures à 20 heures</p> <p>65 dB(A)</p> <p>60 dB(A)</p> <p>Périodes intermédiaires</p> <p>Pour les jours ouvrables :</p> <p>6 h à 7 h et 20 h à 22 h.</p> <p>Pour les dimanches et les jours fériés :</p> <p>6 heures à 22 heures</p> <p>60 dB(A)</p> <p>55 dB(A)</p> <p>Période de nuit, pour tous les jours</p> <p>22 h à 6 h</p> <p>55 dB(A)</p> <p>50 dB(A)</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que de nouvelles mesures sont prévues en novembre 2022. L'exploitant doit transmettre dans le mois qui suit sa réception le rapport présentant les résultats des mesures en application de l'article 9.3.5 de l'arrêté préfectoral du 12/11/2018 accompagné le cas échéant d'actions correctives (Voir art. 9.3.1 du même arrêté)</p>
<p><b>Observations :</b> L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 novembre 2018 a été abrogé par celui du 04 avril 2022. Les dispositions de l'article 6.2.2 issues de l'arrêté de 2018 se retrouvent au même article de l'arrêté de 2022.</p>
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
<b>Proposition de suites : Sans objet</b>

**N° 4 : Suites de l'inspection du 6 février 2020**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2018, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Non-Conformité n° 1 : Le fait pour l'exploitant de disposer d'un élément entravant la diffusion atmosphérique sur les points de rejet des fours STRIKO1&2 constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2018.
<b>Constats :</b> Les photos présentées par l'exploitant et les constats visuels permettent de conclure que les points de rejets des fours de fusion STRIKO 1et 2 ne disposent plus d'élément entravant la diffusion des rejets à l'atmosphère.
<b>Observations :</b> L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 nombre 2018 a été abrogé par celui du 04 avril 2022. Les dispositions de l'article 3.2.1 issues de l'arrêté de 2018 se retrouvent au même article de l'arrêté de 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Suites de l'inspection du 6 février 2020**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2018, article 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet pour le 30 juin 2019 une actualisation de l'évaluation des risques sanitaires des émissions atmosphériques de son site. Cette actualisation prendra en considération les hypothèses de fonctionnement représentatives du fonctionnement de ses installations, ainsi que les maxima atteints par les valeurs limites fixées en concentration en flux fixés par le présent arrêté. La mise à jour de l'évaluation est réalisée en application des principes de la circulaire du 09/08/13 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, et des guides en vigueur notamment le guide INERIS « DRC - 12 - 125929 - 13162B » de 2013.
<b>Constats :</b> Une proposition technique et financière (GINGER BURGEAP - ref L49456/PACICE06980-1) pour la mise à jour du volet sanitaire du site a été remise le jour de l'inspection. La proposition n'appelle pas de remarque particulière, les 4 étapes successives présentées s'appuyant sur le guide "Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées" Deuxième édition – Septembre 2021 (ex DRC-12-125929 -131162B précité). L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 nombre 2018 a été abrogé par celui du 04 avril 2022. Les dispositions de l'article 3.2.6 issues de l'arrêté de 2018 se retrouvent à l'article 3.2.7 de l'arrêté de 2022. L'échéance pour la remise de l'actualisation de l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) des émissions atmosphériques de son site est fixée au 31 novembre 2022. L'exploitant fera connaître la date de remise de cette étude.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 6 : Suites de l'inspection du 6 février 2020

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/11/2018, article 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Flux spécifique des émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Non-Conformité n° 9 : Le fait pour l'exploitant de ne pas transmettre à l'Inspection des Installations Classées les résultats en flux spécifiques des émissions poussières de ses fours, constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2018, en matière de transmission de résultat d'autosurveillance.
<b>Constats :</b> Dans le rapport référencé et faisant suite aux mesures réalisées le 26/10/2022, les flux spécifiques sont calculés.
<b>Observations :</b> L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 novembre 2018 a été abrogé par celui du 04 avril 2022. Les dispositions de l'article 9.3.2 issues de l'arrêté de 2018 se retrouvent au même article de l'arrêté de 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet